



LA SEMAINE ECONOMIQUE EN BREF

No: 66-03/16 Mars 2016

UN APERÇU SYNTHETISÉ DE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE REALISÉ PAR LA
DIRECTION DES ETUDES, DE L'INFORMATION ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DEIPE)
REDACTION: SERVICE DES ETUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA VEILLE ECONOMIQUES

SOMMAIRE :

• A LA UNE

RAPPORT SUR DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE : LES DIVIDENDES DU NUMERIQUE

• EN BREF

PROMOTE 2017 : LES INSCRIPTIONS SONT LANCEES

FACILITATION DES ECHANGES : UN COMITE NATIONAL CREE

AGRICULTURE : LANCEMENT DE L'ANNEE AGRICOLE 2016

CACAO/CAFE : LES RAISONS DE LA CHUTE DE PRODUCTION

MODERNISATION DES PME : LA PHASE PILOTE LANCEE

ARTISANAT : LES PRODUITS CAMEROUNAIS BIENTÔT VENDUS EN LIGNE

ECONOMIE NUMERIQUE : BILAN POUR LE CAMEROUN

CONSTRUCTION DE LA ROUTE BATCHENGA-NTUI : PRES DE 46 MILLIARDS FCFA DISPONIBLES

AFRIQUE CENTRALE : VERS LA CONCLUSION D'UN APE REGIONAL

SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE : DES OPPORTUNITES D'AFFAIRES POUR LES PME/PMI

APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DE YAOUNDE : LE DEBUT DES TRAVAUX EFFECTIF

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE 2016 : LES DIVIDENDES DU NUMERIQUE

Dans son discours à la Nation, le 31/12/2015, le Président de la République a relevé que l'une des conditions préalables à l'industrialisation de notre économie est le développement de l'économie numérique. La Banque mondiale dans son rapport publié en janvier 2016 sur le sujet indique que les technologies numériques (internet, téléphones mobiles et tous les outils servant à recueillir, stocker, analyser et partager des informations) connaissent une expansion rapide presque partout, mais leurs dividendes (les avantages plus larges que procurent ces technologies au plan du développement) tardent à se concrétiser.

Les technologies numériques peuvent être sources de transformation

Les technologies se sont répandues rapidement. Dans les pays en développement, les ménages qui possèdent un téléphone mobile sont plus nombreux que ceux qui ont accès à l'électricité ou à de l'eau salubre. La révolution numérique a apporté des gains privés immédiats : un accès plus aisé aux moyens de communication, une augmentation des sources d'information et de nouvelles formes de loisirs. Elles le font essentiellement en réduisant considérablement le coût des transactions économiques et sociales et en apportant des avantages réels.

Des avantages rarement concrétisés

Si les exemples de réussite abondent, l'effet global des technologies numériques n'a pas été à la hauteur des attentes jusqu'à présent : la croissance de la productivité mondiale a

ralenti, les marchés de l'emploi se sont polarisés davantage et les inégalités se creusent au sein des pays. Deux raisons expliquent cet état de fait. D'abord la fracture numérique demeure profonde. Ensuite, la possibilité de survenance de nouveaux risques tels que l'érosion du marché du travail par l'automatisation des fonctions intermédiaires et l'émergence de monopoles naturels.

Ce qu'il y a lieu de faire

Il est donc urgent de rendre l'internet accessible à tous et financièrement abordable. Il faut combler le fossé numérique pour tirer pleinement avantage des opportunités qu'offrent l'internet et les technologies connexes. Mais cela ne suffit pas. Les pays doivent aussi agir sur des compléments analogiques importants, notamment des réglementations qui permettent aux entreprises de se connecter et d'affronter la concurrence ; des compétences que les technologies améliorent au lieu de remplacer ; et des institutions capables et responsables. Les priorités de l'action publique évoluent à mesure que les pays progressent dans leur transformation numérique.

Dans les pays où l'accès à l'internet est faible et où l'économie numérique est encore émergente, il faut créer les conditions pour une adoption et une utilisation plus vaste de la technologie. Ailleurs, il faudra faire en sorte que les opportunités soient à la portée de tous.

EN BREF

PROMOTE 2017 : LES INSCRIPTIONS SONT LANCEES

L'information a été révélée lors d'un point de presse tenu le 26/02/2016 par le Ministre du Commerce marquant le lancement officiel de ce salon international. La prochaine édition aura donc lieu du 11 au 19 février 2017 et sera particulière par une organisation du site en zones thématiques. Il est surtout question de rapprocher les acteurs d'une même filière et de favoriser les échanges entre les secteurs transversaux. En attendant, la date de clôture des inscriptions est prévue pour le 30 septembre 2016. Au sujet des espaces, 1200 stands sont prévus dont 850 aux exposants camerounais.

FACILITATION DES ECHANGES : UN COMITE NATIONAL CREE

Proposer et assurer le suivi et la coordination de la mise en œuvre des mesures destinées à faciliter et à accélérer les échanges commerciaux et les transports internationaux. C'est ainsi que l'on peut résumer la mission du Comité national de facilitation des échanges créé par décret N°2016/0381/PM du 1^{er} mars 2016. Il devra notamment assurer une coordination entre les organismes concernés par la facilitation des échanges, renforcer le partenariat entre le secteur public et le secteur privé, proposer des mesures tendant à réduire les coûts et les délais, assurer le suivi de la mise en œuvre des réformes et des accords y afférents.

AGRICULTURE : LANCEMENT DE L'ANNEE AGRICOLE 2016

Le ministre de l'Agriculture, a procédé le 25/02/2016 à Ebolowa, au lancement officiel de la campagne agricole 2016. Pour mémoire, lors de la campagne agricole 2015, le MINADER a distribué plus de 4 462 tonnes de semences améliorées de maïs capables de produire des rendements de 8 à 10 tonnes l'hectare. Il a également procédé à la mise à la disposition des producteurs 930 tonnes de semences de pommes de terres, 25 millions de boutures améliorées de manioc, 21750 kg de riz, 1,6 million de plants de banane-plantain et 400 000 plants d'arbres fruitiers entre autres.



<p>CACAO/CAFE : LES RAISONS DE LA CHUTE DE PRODUCTION</p> <p>Les résultats préliminaires de l'étude menée par l'Observatoire de l'influence des changements climatiques sur la productivité cacaoyère et caféière (Oc4) sont disponibles depuis le 02/03/2016 à Yaoundé. L'étude a été réalisée sur un échantillon de 28 points d'observation, de 2170 producteurs de cacao et de café des zones écologiques III (Ouest et Nord-Ouest), IV (Sud-ouest, Littoral) et V (Centre, Sud, Est). A en croire les statistiques publiées, il y a lieu de s'inquiéter pour la production des filières cacao et café au Cameroun. Les facteurs incriminés sont les changements climatiques et les mauvaises pratiques culturales. En effet, les zones III, IV et V sont surabondamment arrosées, le niveau des précipitations dépassant la normale saisonnière de 1500 à 2000 mm/an, ce qui entraîne des taux de pourrissement pouvant atteindre les 70%. En outre, la population agricole est vieillissante, bon nombre d'agriculteurs n'ont pas reçu de formation spécifique, 65% d'entre eux n'utilisent pas de fertilisants et le désherbage n'est pratiqué en moyenne que 2 fois par an, contre 6 recommandations.</p>	<p>pour le Cameroun. Elle a fustigé l'état de la 3G au Cameroun, dont la densité d'accès ne dépasse pas 2%. Néanmoins, elle a relevé les nombreux progrès réalisés les cinq dernières années par le Cameroun sur le plan des TIC : le nombre d'utilisateurs d'internet a triplé, la télé-densité totale (nombre d'utilisateurs fixes et mobiles) est passée de 28% à 92% entre 2010 et 2014, la couverture des réseaux mobiles est passée de 35% à 93% de la population. Egalement, d'autres résultats structurants ont été atteints tels que la mise en place d'un cadre légal et réglementaire relatif aux communications électroniques, la mise en œuvre des instruments de régulation des marchés des offres promotionnelles des services de télécommunications et la mise en place d'une stratégie pour la gestion du domaine internet '.cm'.</p>	<p>d'Accord régional proposés par les négociateurs de l'Afrique centrale sont bien meilleurs que ceux acceptés par le Cameroun. Ce projet préconise une ouverture des frontières pour les marchandises ne dépassant pas 73% (contre 80%) et une période de démantèlement d'au moins 20 ans (contre 8 ans restants pour le Cameroun). De plus, c'est un accord qui intègre le volet développement en plus du volet commercial, ce que n'avait pas réussi à obtenir le Cameroun.</p>
<p>ARTISANAT : LES PRODUITS CAMEROUNAIS BIENTÔT VENDUS EN LIGNE</p> <p>C'est le cabinet américain Bridge Africa qui a été retenu pour la construction d'une galerie virtuelle de commercialisation en ligne des objets de l'artisanat camerounais. Selon le ministre en charge de l'artisanat, les premières opérations sur ce site, sous forme d'essais, vont être effectués durant la CAN féminine. La révélation a été faite lors de la conférence de presse en prélude à la 5^e édition du Salon international de l'artisanat du Cameroun (Siarc) qui se tiendra du 31/03 au 09/04 2016 au Parc des expositions de Tsinga, sous le thème : « L'artisanat camerounais face aux défis de la normalisation et de la compétitivité ». 600 stands seront prêts pour accueillir les exposants. En plus des articulations classiques et connues (expositions, ateliers thématiques), le Ministre a annoncé l'inauguration du Centre de l'artisanat de Yaoundé.</p>	<p>CONSTRUCTION DE LA ROUTE BATCHENGA-NTUI : PRES DE 46 MILLIARDS FCFA DISPONIBLES</p> <p>Le gouvernement camerounais et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé le 02/03/2016 une convention de prêt souverain d'un montant de 70 millions d'euros, soit 45,6 milliards FCFA. Ce financement est destiné à l'aménagement du premier tronçon de la route Yoko-Lena-Tibati-Ngaoundéré, long de 21,3 km, devant faciliter les échanges entre les régions du Nord et du Centre. L'AFD s'engage en outre, à bâtir un pont de 400m sur le fleuve Sanga à Natchigal. Pour le moment, ladite route est en terre et difficilement praticable pendant la saison des pluies. Pourtant, elle offre l'itinéraire le plus court entre les régions concernées. L'itinéraire Yoko-Lena-Tibati- Ngaoundéré est cofinancé par l'AFD, la BAD, la Banque de Développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), l'Agence japonaise de Coopération Internationale (JICA) et l'Etat du Cameroun à hauteur de 256,95 milliards FCFA.</p>	<p>SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE : DES OPPORTUNITES D'AFFAIRES POUR LES PME/PMI</p> <p>La Bourse de sous-traitance et de partenariat du Cameroun (BSTP-CMR) a présenté le 25 février 2016 à Douala, à l'occasion de la « journée fournisseurs », tous les projets et opportunités de sous-traitance en cours au PME/PMI camerounaises. Pour les projets tels que la construction du barrage hydroélectrique de Natchigal, celui de Bani Warak dans l'Adamaoua ou du stade omnisports de Douala-Japoma, les PME/PMI ont l'opportunité de démontrer leur savoir-faire dans les domaines tels que le génie-civil, l'informatique, l'assurance, le transit, les soins hospitaliers, la communication, la fourniture d'équipements. Le 31 mars 2016 se tiendra la prochaine édition de la Journée fournisseurs avec les responsables du chantier du stade omnisports de Douala-Japoma.</p>
<p>ECONOMIE NUMERIQUE : BILAN POUR LE CAMEROUN</p> <p>A l'occasion de la 1^{ère} édition des Journées nationales de l'économie numérique ouverte les 03 et 04 mars 2016 à Yaoundé, la directrice des opérations de la Banque Mondiale a dressé un bilan</p>	<p>AFRIQUE CENTRALE : VERS LA CONCLUSION D'UN APE REGIONAL</p> <p>La décision a été prise au terme d'une réunion ministérielle des huit pays d'Afrique centrale, tenue à Libreville le 26 février 2016. Une solution salutaire pour le Cameroun. En effet, l'APE intérimaire qui le lie à l'Union européenne va être rendu caduc si l'Afrique centrale met à exécution les décisions issues de la 13^{ème} réunion du Comité des ministres en charge de l'APE de l'Afrique centrale (Comina). Les termes du projet</p>	<p>APPORVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DE YAOUNDE : LE DEBUT EFFECTIF DES TRAVAUX</p> <p>L'un des sujets largement exposés lors du dernier conseil de cabinet présidé par le Premier ministre en fin janvier est le Projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et ses environs. Selon le ministre en charge de l'eau, la société China National Machinery Industry Corporation (Sinomach) qui avait été retenue pour réaliser cet ouvrage est déjà présente sur le terrain. Cette présence se matérialise par la construction en cours de ses bases-vie principale et secondaires. Le projet vise un apport additionnel de 300 000 m³/jour et représente un coût de 399 milliards F. Il comporte un ouvrage de prise d'eau à Natchigal, une usine de traitement à Emanabatchenga, deux stations de reprise à Nkometou III et Nyom II, un réservoir de tête sur le mont Ndindan à Yaoundé, la pose d'une conduite de 64 kilomètres environ entre Natchigal et Yaoundé et deux conduites à l'intérieur de la ville.</p>

SOURCES:

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE : LES DIVIDENDES DU NUMERIQUE www.worldbank.org/en/publication/wdr2016
PROMOTE 2016 : LES INSCRIPTIONS SONT LANCEES Cameroon Tribune N°11043/7242 du 29/02/2016
FACILITATION DES ECHANGES : UN COMITE NATIONAL CREE Cameroon Tribune N°11046/7245 du 03/03/2016
AGRICULTURE : LANCEMENT DE L'ANNE AGRICOLE 2016 Cameroon Tribune N°11043/7242 du 29/02/2016
CACAO/CAFE : LS RAISONS DE LA CHUTE DE PRODUCTION Mutations N°4098 du 04/03/2016
ARTISANAT : LES PRODUITS CAMEROUNAIS BIENTÔT VENDUS EN LIGNE Mutations N°4098 du 04/03/2016
ECONOMIE NUMERIQUE : BILAN POUR LE CAMEROUN Le Quotidien de l'Economie N°01005 du 04/03/2016
CONSTRUCTION DE LA ROUTE BATCHENGA-NTUI : PRES DE 46 MILLIARDS FCFA DISPONIBLES Cameroon Tribune N°11046/7245 du 03/03/2016
AFRIQUE CENTRALE : VERS LA CONCLUSION D'UN APE REGIONAL Le Quotidien de l'économie N°01003 du 02/03/2016
SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE : DES OPPORTUNITES POUR LES PME/PMI Le Quotidien de l'économie N°01001 du 29/02/2016
APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE : LE DEBUT EFFECTIF DES TRAVAUX Le Jour N°2133 du 29/02/2016

